Les marchés financiers en bonne santé, les finances locales étranglées

MANIFESTATION NATIONALE

des élus et citoyens

Paris samedi 18 novembre 2006

Priorité : besoins humains, services publics
osons la justice, la solidarité
taxons les actifs financiers

ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

Contre l'étranglement financier des collectivités, élus et citoyens, ensemble, exigeons des moyens nouveaux pour répondre aux besoins

PÉTITION NATIONALE

Réformer la fiscalité locale
taxer les actifs financiers
alléger les impôts ménages

MANIFESTATION

Paris samedi 18 novembre 2006

Les finances locales :
c'est l'argent des besoins humains, du service public !

NON à l'étranglement financier des collectivités

EXIGEONS des moyens nouveaux

Les collectivités territoriales sont dans le collimateur du gouvernement.

Notre expérience des réformes des retraites, de la Sécurité sociale, des services publics nationaux nous alerte sur les dangers de cette offensive. Plafonnement des recettes, dotations à la baisse, transferts sans moyens, 2006, 2007, **c'est l'étranglement des finances locales qui est programmé.** Avec l'explosion de la fiscalité locale, à la clé.

L'enjeu, **c'est l'existence des services publics locaux,** tout ce qui peut échapper encore au diktat du marché, mais qu'on veut livrer aux appétits de la finance.

Crèches, écoles, restauration scolaire, centres de loisirs et de vacances, équipements culturels et sociaux, centres sportifs, aide aux personnes âgées, action sociale et de prévention, services de voiries, espaces verts, aménagements urbains, routes et transports ..., rien n'est à l'abri.

Élus, citoyens, personnels, militants associatifs et syndicaux, nous refusons cette logique d'obéissance aux marchés financiers, nous refusons la mise au pas de la démocratie locale.

D'autres choix sont possibles :

- **défendre, améliorer, reconquérir les services publics,**
- **donner du souffle aux finances locales, moderniser la fiscalité**

et développer à tous les niveaux les droits d'intervention des citoyens.

Cette année, 30 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires des 40 plus grandes entreprises.

En taxant les actifs financiers des entreprises à un taux faible de 0 ,5 % : 25 milliards d'euros seraient disponibles pour les collectivités et répartis par une péréquation nationale solidaire[1].

Socialement juste, cette mesure serait aussi efficace pour le développement économique et l'emploi. La décider est une question de volonté et de courage politique.

L'heure est au rassemblement des élu(e)s de France, des habitants et des citoyens, pour changer la donne, exiger la taxation des actifs financiers des entreprises.

C'est vital pour mon village, ma ville, mon département et ma région, c'est mon présent et mon avenir, ceux de mes enfants.

(1) Un projet de loi en ce sens a été déposé par les parlementaires communistes et républicains.

NOM	PRÉNOM	VILLAGE / VILLE DÉPARTEMENT / RÉGION	SIGNATURE

Pétition à retourner à ANECR 10, rue Parmentier 93189 Montreuil Cedex ou à votre association